



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°18 – Mai 2022

Zoom – Argentine – Tensions et incertitudes croissantes à l’approche de la 1^{ère} revue au titre du mécanisme élargi de crédit du FMI

Selon la presse, la première revue du mécanisme élargi de crédit (MEDC) débutera la semaine du 9 mai, par le biais de réunions virtuelles. Cette évaluation sur les avancées du programme, qui se tiendra tous les trois mois, se déroulera dans un contexte marqué par de multiples tensions. En effet, sur la scène internationale, l’environnement est fortement perturbé par les conséquences du conflit en Ukraine, en particulier les déséquilibres et nervosité sur le marché des matières premières. En Argentine, l’atmosphère est alourdie par les tensions politiques et la multiplication des grèves sectorielles. En dépit de ce double choc, la croissance économique résiste, bien que moins dynamique qu’au moment de la sortie de la crise sanitaire. Selon le FMI, le PIB argentin pourrait progresser de 4% en 2022 (+1,0 p.p. par rapport aux prévisions de janvier), même si les incertitudes demeurent fortes compte tenu de l’ampleur des facteurs baissiers (conflit en Ukraine, sécheresse, tensions politiques). S’agissant des finances publiques, la cible budgétaire de 0,3% du PIB au 1^{er} trimestre serait atteinte selon le Ministre Martín Guzmán, grâce notamment à la prise en compte des différences techniques entre les valeurs faciale et réelle des obligations indexées sur l’inflation. En revanche, les aides ponctuelles destinées aux travailleurs informels et retraités (+0,3% du PIB), en réponse aux tensions inflationnistes (6,7% en mars), pourraient peser sur la trajectoire budgétaire durant les prochains mois. Dans ce contexte, les économistes prévoient un déficit primaire à 3% du PIB en 2022, soit un niveau légèrement au-dessus de la cible de 2,5% du PIB inscrite dans le programme. Sur le plan monétaire, les poussées inflationnistes altèrent l’impact de la remontée graduelle du taux « Leliq » à 28 jours (+900 points de base depuis le début de l’année), à savoir le passage à des taux d’intérêt modérément positifs pour encourager la détention d’actifs libellés en pesos. De la même manière, les tensions sur les prix compliquent la conduite de la politique cambiale, marquée ces derniers mois par une accélération du rythme de dépréciation de la devise argentine (désormais autour de 4% en rythme mensuel). La reconstitution rapide des réserves internationales est également incertaine. Les achats nets de devises par la Banque centrale se sont nettement réduits en avril (175 MUSD versus 275 MUSD un mois plus tôt), conséquence du ralentissement des exportations (grèves dans les ports, faible débit du fleuve Paraná) et de la hausse des importations d’énergie. A ce sujet, les concertations se poursuivent sur la segmentation des tarifs de l’énergie avec, à terme, l’objectif de mieux cibler les subventions destinées aux ménages. Dans ce contexte mouvant, d’aucuns s’interrogent sur le respect des critères du programme et, en cas de non-respect desdits critères, la possibilité pour l’Argentine d’obtenir une dérogation afin de recevoir la seconde tranche du déboursement au titre du mécanisme élargi de crédit (3 Mds de DTS, soit l’équivalent de 4,0 Mds USD).

LE CHIFFRE À
RETENIR

4,0

Seconde tranche (en
Mds USD) du
déboursement du FMI
prévu au titre du MEDC

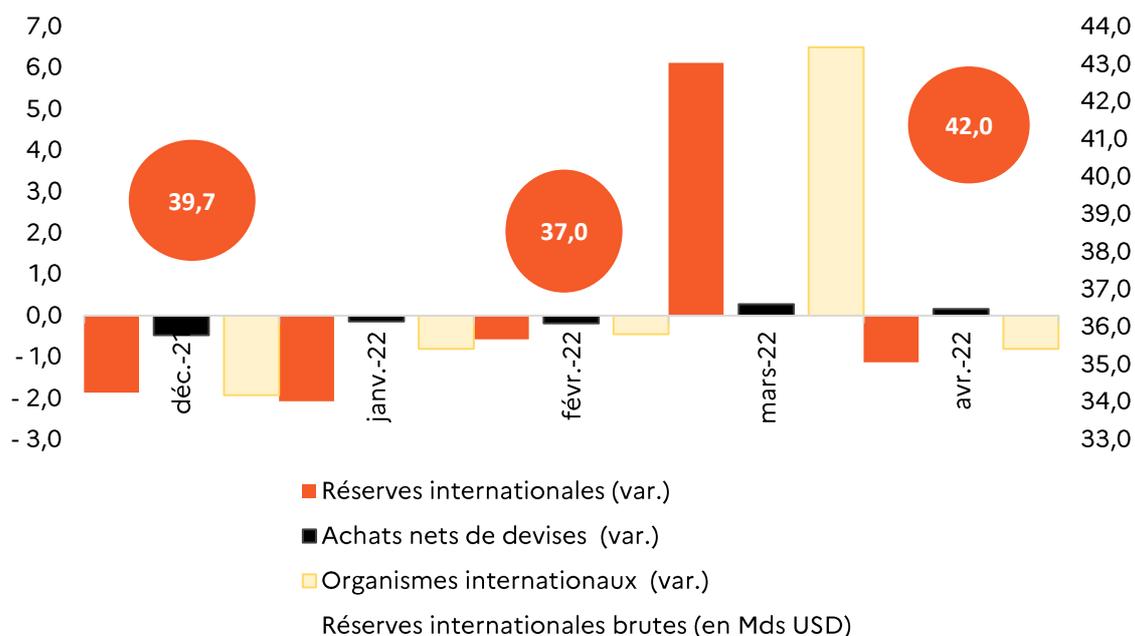
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,3%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,2%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,5%	-7,6%	-3,7%	-4,2%
Dettes publique (% du PIB)	79,9%	36,3%	33,8%	59,6%
Solde courant (% du PIB)	1,4%	-6,6%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieure (% du PIB)	55,0%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et projections - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	1,5%	0,3%	3,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	3,2%	1,5%	2,0%	3,8%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	59,2%	7,8%	7,0%	7,9%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	488,6	316,9	38,3	59,4
Population (millions)	46,2	19,8	7,5	3,6
Taux de vaccination (schéma complet)	81,4%	90,7%	47,7%	82,0%

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Variations mensuelles des réserves internationales de l'Argentine (Mds USD)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Evolution en dents de scie des indicateurs avancés de croissance durant le 1^{er} trimestre de 2022

La production industrielle affiche une évolution irrégulière durant les trois premiers mois de 2022. En effet, l'activité industrielle recule de 1,9% sur un mois, en désaisonnalisé, après avoir enregistré un rebond en février (+5% sur un mois) après la contraction de janvier (-6,4%). Par rapport à mars 2021, la production industrielle progresse de 3,6%.

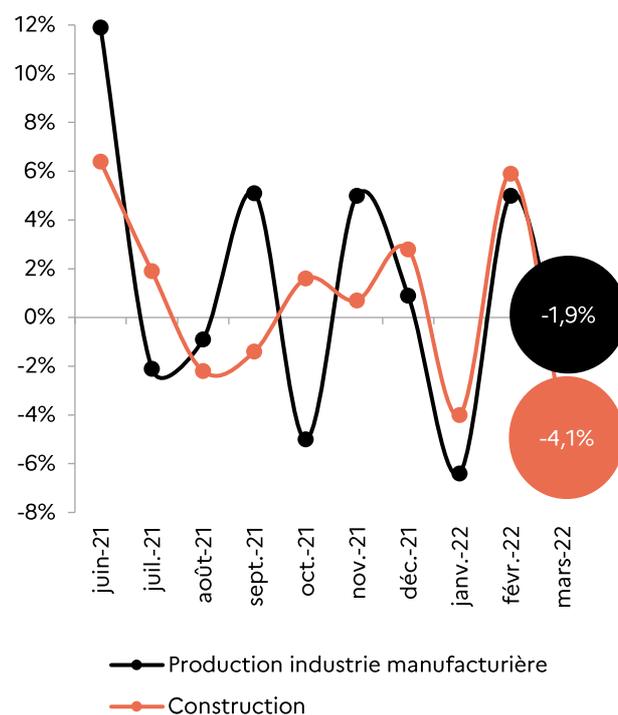
Les secteurs d'activité évoluent toutefois en ordre dispersé. A noter qu'en glissement annuel, la progression est modeste pour les productions d'automobiles (2,3%) et de produits alimentaires (+1,6%). Dans cette catégorie, le recul est notable pour la viande bovine (-2,4%), les céréales (-3,1%), les volailles (-3,2%) et les oléagineux (-13,4%).

Si les activités de raffinage se contractent (-2,8%), celles liées au textile et à l'industrie métallique de base stagnent (respectivement +0,4% et +0,8%). En revanche, les productions de métal et des machines et équipements se démarquent par leur dynamisme (respectivement +3,8% et +5,9%).

Le secteur de la construction affiche une évolution tout aussi hachée durant le trimestre. L'activité recule en mars (-4,1% sur un mois, en désaisonnalisé) après avoir enregistré +5,9% en février et -4,0% en janvier. En rythme annuel, la construction progresse de seulement 1,9%. Le secteur comptait en février (dernier chiffre disponible) près de 409.000 emplois, contre

397.000 emplois un mois plus tôt et 342.600 emplois en février 2021.

Evolution mensuelle de la production industrielle manufacturière et de la construction



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

Visite officielle d'une délégation du gouvernement argentin en Israël

Du 23 au 28 avril, une délégation composée par le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Julian Domínguez, le ministre de l'Intérieur, Wado de Pedro, le ministre des Sciences et technologie, Daniel Filmus, accompagnés et par les gouverneurs d'une dizaine de provinces argentines, s'est rendue en Israël dans le cadre de la coopération scientifique et technologique en matière de gestion de l'eau. Le principal objectif de la mission était de connaître les projets israéliens liés au dessalement et à l'utilisation



de l'eau dans les terrains désertiques typiques du territoire israélien.

La délégation a visité les stations d'épuration de la société nationale israélienne Mekorot, qui gère 80% du réseau d'eau potable du pays, et de la société Watergen, qui obtient une eau potable de haute qualité à partir de l'air atmosphérique. Dans ce contexte, le ministre Julian Domínguez a déclaré que le gouvernement « travaillait afin de stimuler la production agricole de l'Argentine et d'accroître la résilience du secteur face au changement climatique ». Lors de la visite, il a également souligné les actions menées par le ministère de l'Agriculture dans la promotion de la gestion durable de l'irrigation, l'incorporation de technologie dans ce secteur ainsi que dans le développement de nouvelles infrastructures.

A cet égard, le ministre Domínguez a signalé qu'un plan national d'irrigation durable à l'horizon 2030 était en cours d'élaboration afin de développer la production agricole dans 21 régions situées dans 12 provinces (Buenos Aires, Catamarca, Chubut, Corrientes, Entre Ríos, Mendoza, Neuquén, Río Negro, Salta, Santa Fe, Santiago del Estero et Tucumán). Pour la première étape de ce programme, l'investissement prévu s'élève à 1,5 Md USD.

CHILI

Le Service d'évaluation environnementale (SEA) rend un avis défavorable sur le projet de « Los Bronces Integrado » du Groupe minier Anglo American

En ce début de semaine, le Service d'évaluation environnementale (SEA) a

rendu un avis défavorable sur le projet « Los Bronces Integrado » développé par le Groupe minier Anglo-American. En effet, l'étude d'impact environnementale (EIE) a décelé une possible augmentation significative des concentrations de particules fines PM10. Sur les cinq stations, trois connaîtraient une hausse des particules PM10, allant jusqu'à 721% entre 2017 et 2030. Dans ces conditions, le projet aurait un impact négatif significatif sur la qualité de l'air selon le SEA. Cette analyse entre en porte-à-faux avec la notation AA du projet qui prend notamment en compte l'utilisation économe d'eau douce.

Le projet qui était en cours d'évaluation environnementale depuis 2019, vise à remplacer une partie du cuivre actuellement extrait de la mine Los Bronces par un autre à plus forte teneur.

Pour mémoire, à travers sa filiale Anglo American Sur, le Groupe minier britannique exploite la mine de Los Bronces en partenariat notamment avec le Groupe chilien Codelco. Ce dernier détient 20% du capital d'Anglo American Sur, société propriétaire de deux mines (Los Bronces et El Soldado) et de la fonderie de Chagres.

Selon Anglo American, l'investissement prévu dans ce projet (environ 3 Mds USD) devait générer environ 8.000 emplois sur l'ensemble du cycle, à savoir : 1) la construction ; 2) l'exploitation et 3) la fermeture. En outre, si ce projet venait à se réaliser, il dynamiserait l'activité d'un des géants mondiaux de l'exploitation minière. En effet en 2021, Anglo American Sur a produit environ 370.000 tonnes métriques de cuivre au Chili (+0,2% sur un an), dont 327.000 tonnes issues de la mine Los Bronces



et 42.000 tonnes issues de la mine El Soldado.

Le Groupe minier dispose désormais d'un délai de 30 jours pour contester l'évaluation du SEA. En cas de rejet de l'appel par le Comité des ministres, entité présidée par la ministre de l'Environnement Maisa Rojas, Anglo American pourrait saisir la Cour de l'environnement de Santiago et, in fine, la Cour suprême.

Nouvelles initiatives gouvernementales pour aider les ménages chiliens face à la hausse des tarifs de chauffage et d'électricité

Dans le cadre du plan de relance «Chile Apoya», le gouvernement a présenté une série de mesures visant à aider les ménages à faire face à l'augmentation des tarifs du chauffage et de l'électricité.

« **Chile supports, winter plan in Energy** » est une initiative qui vise à soutenir la consommation d'énergie des ménages durant l'hiver. Parmi les mesures proposées, se trouvent notamment le renforcement du Fonds de stabilisation des prix du pétrole (FEPP), la création d'un Fonds de protection des consommateurs (CPF) et l'approfondissement de la concurrence dans la fourniture de gaz. A ce titre, un organisme de surveillance pourrait être créé, sous la tutelle de la Commission nationale de l'énergie (CNE).

Enfin, le gouvernement travaille sur un projet de loi sur les biocarburants solides (BCS), en particulier le bois de chauffage – très utilisé dans le centre et le sud du Chili – visant à renforcer les normes afin d'améliorer la qualité de l'air.

PARAGUAY

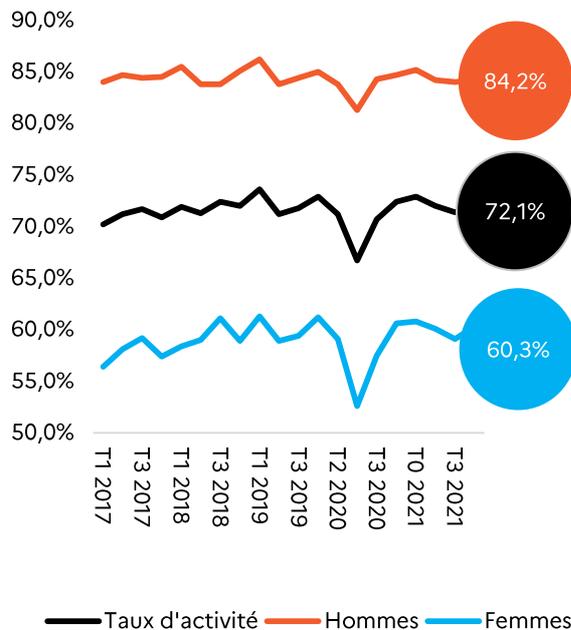
Une étude du PNUD révèle une hausse des inégalités hommes-femmes du fait de la pandémie

L'étude publiée en février dernier par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) montre qu'à bien des égards, la pandémie de covid 19 a exacerbé les inégalités de genre au Paraguay.

Alors qu'une série de facteurs (croissance économique, tertiarisation des activités économiques, augmentation du nombre d'années d'études des femmes) avait permis d'accroître la participation des femmes au marché du travail au cours des vingt dernières années, les inégalités peu avant le déclenchement de la pandémie, étaient encore très marquées entre les hommes et les femmes. En effet entre 2000 et 2019, le taux d'activité des femmes est passé de 52,9 à 60,9%, restant encore bien en-dessous de celui des hommes (de 86,8 à 84,8% sur la période).

L'éclatement de la crise sanitaire et les mesures de distanciation sociale pour endiguer la propagation du covid 19, ont dès lors creusé les inégalités préexistantes. Au 3^e trimestre de 2021, le taux d'activité était de 72,1% en moyenne, dont 84,2% pour les hommes et seulement 60,3% pour les femmes.

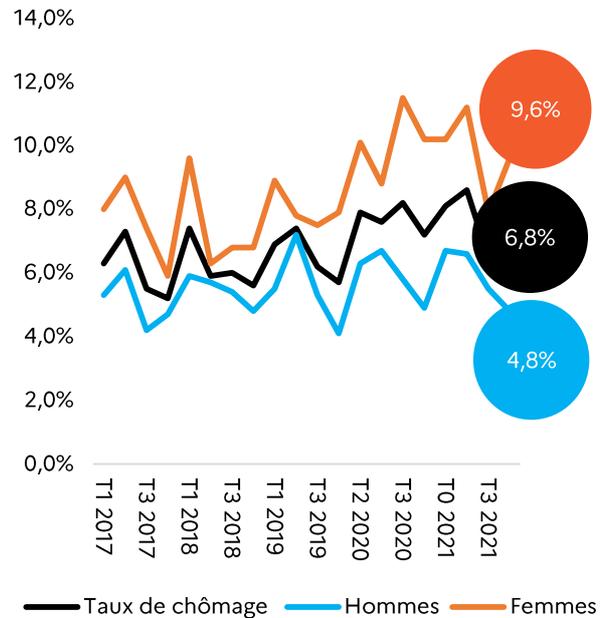
Evolution du taux d'activité
entre 2017 et 2021



Sources : INE, SER Buenos Aires

Dans ce contexte, sur les 216.000 personnes qui sont sorties du marché du travail durant le 1^{er} semestre de 2020, près de 166.000 étaient des femmes (77% du total). Cet effet particulièrement discriminant pour les femmes s'explique notamment par un impact marqué de la crise sanitaire sur les employés des zones urbaines et les activités de commerce, restauration, hôtellerie et services (communaux, sociaux et personnels).

Evolution du taux de chômage entre 2017 et 2021



Sources : INE, SER Buenos Aires

De la même manière, la reprise économique en sortie de crise a surtout bénéficié aux hommes alors que les femmes ont connu un retour plus lent sur le marché du travail. Qui plus est, les femmes ont davantage occupé des emplois précaires (+103.000 travailleuses indépendantes, soit une hausse de 27% sur un an). En sus, le nombre moyen d'heures travaillées s'est réduit pour les femmes, passant de 40 à 37,3 à la fin 2020.

La pandémie a également entraîné une augmentation de la charge de travail non rémunéré exercée par les femmes (travaux domestiques, soutien scolaire pour les enfants). Cette situation s'est accompagnée d'une hausse des violences domestiques. A ce titre, le rapport du PNUD fait état de près de 6.900 appels liés à des actes de violence à l'égard des femmes, reçus en 2020 sur la ligne d'assistance téléphonique (+71,4% sur un an).



Fort de ce constat, le PNUD préconise une série de mesures pour mieux intégrer les femmes dans l'activité économique. L'agence des Nations unies suggère notamment de mieux concevoir les politiques macroéconomiques afin qu'elles puissent prendre en compte le respect de l'égalité des genres et des droits humains, d'allouer une partie des marchés publics aux microentreprises dirigées par des femmes et d'identifier les investissements qui favorisent une meilleure émancipation des femmes, notamment la création de crèches, l'accès à l'eau potable et au système d'assainissement.

URUGUAY

+Colonia, un projet de ville intelligente pour créer un nouveau pôle mondial de l'économie de la connaissance

Le vendredi 29 avril, le conseil départemental de Colonia a approuvé à 19 voix contre 10, le contrat de planification qui autorise le lancement des travaux de +Colonia, un projet de construction d'une Silicon Valley uruguayenne. Ces travaux devraient durer 10 ans, mais les premiers habitants sont attendus dès l'année prochaine. +Colonia a pour ambition de créer un pôle mondial de l'économie de la connaissance près de Colonia del Sacramento en réunissant des entreprises technologiques dans un environnement naturel où s'appliquent des politiques durables et avec la connexion Internet la plus rapide de la région. Le site de 500 hectares appartient à l'entrepreneur Carlos Bastitta, à l'origine du projet rêvé comme « une ville écologique, une ville du futur », et se situe dans l'est du département de Colonia. Il compte 7 km de littoral de sable blanc, une

lagune et une forêt. Les espaces publics et verts représenteront 50% de la ville qui sera conçue pour se déplacer à pied ou à vélo.

+Colonia, dirigée par Géraldine Assmus, compte investir 100 MUSD dans cette première étape et prévoit déjà d'engager des centaines de millions supplémentaires dans la prochaine décennie pour loger les 30.000 habitants qui s'installeront progressivement dans 7.000 logements à la suite de l'arrivée de plus de 50 entreprises sur le site. +Colonia comptera également des commerces, des parcs, un hôpital et des établissements scolaires, en complémentarité avec l'offre déjà disponible à Colonia del Sacramento. Ce projet devrait générer 6.000 emplois dans l'économie de la connaissance, en plus des 2.000 emplois liés à la construction et des 1.000 dans les services. La première étape du projet pourrait déjà générer 600 emplois. Le coût total de ce projet a été calculé à 1,9 Md USD.

L'objectif est de créer un pôle compétitif sur un emplacement géographique stratégique (proche de Buenos Aires et de Montevideo) qui puisse offrir un environnement propice au bien-être et à l'épanouissement personnel des employés afin d'attirer les meilleurs talents de la région. Ce projet vise notamment à attirer de jeunes argentins, qui pourraient être conquis par la qualité de vie unique proposée à une heure de bateau de Buenos Aires et décider de rester y vivre, afin d'agrandir le marché national et d'accroître la population hautement qualifiée. Pour créer une smart city qui soit en accord avec les valeurs et besoins de la nouvelle génération, le projet souhaite mettre en avant la liberté, la diversité, l'inclusion et le respect de l'environnement, tout en utilisant la technologie pour optimiser la gestion de la ville et la rendre la plus durable possible. Par exemple, la participation des citoyens –

centrale dans ce projet – sera pilotée par la technologie blockchain pour une prise de décision démocratique et décentralisée : chaque citoyen de +Colonia disposera d'un jeton (token) qui lui permettra de voter sur des décisions simples.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)